

Direction des Affaires Locales,
Juridiques et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement
et de l'Urbanisme

**LE PREFET DE SAONE ET LOIRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Arrêté complémentaire

**Société KODAK INDUSTRIE SA
à Chalon-sur-Saône, Crissey, Fragnes
et Champforgeuil**

VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement,

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié, notamment son article 18,

VU le titre 1^{er} du Livre II du Code de l'Environnement,

VU l'arrêté ministériel du 20 Septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, notamment son article 34,

VU l'arrêté préfectoral du 4 Septembre 1997 modifié portant autorisation d'exploiter un établissement de fabrication de produits photographiques et d'augmenter la capacité de traitement de sa station de revalorisation de l'argent,

VU l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, région Bourgogne, inspecteur des installations classées, en date du 21 Février 2003,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, dans sa séance du 13 Mars 2003,

CONSIDERANT que l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Septembre 2002 susvisé est de nature à améliorer l'impact de l'installation de traitement des films et papiers photographiques usagés,

CONSIDERANT la nécessité de bien connaître la situation de cette installation par rapport à l'arrêté ministériel du 20 Septembre 2002 susvisé,

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1er :

La société KODAK INDUSTRIE SA, dont le siège social est situé route de Demigny – 71 102 CHALON SUR SAONE Cedex, est tenu de fournir au préfet de Saône et Loire une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité de ses installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux et la mise à jour des informations visées aux articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977.

Ces études doivent être remises au préfet de Saône et Loire avant le 28 juin 2003.

Article 2

Les études nécessaires pour satisfaire aux dispositions ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

Article 4 – DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 5 – NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Cet arrêté sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Cet arrêté sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente décision et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

Article 6 – EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Chalon-sur-Saône, MM. les Maires de Chalon-sur-Saône, Crissey, Fragnes et Champforgeuil, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le Sous-Préfet de Chalon-sur-Saône,
- M. le Maire de Chalon-sur-Saône,
- M. le Maire de Crissey,
- M. le Maire de Fragnes,
- M. le Maire de Champforgeuil,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, 15-17, avenue Jean Bertin – 21000 Dijon,
- Mme le Directeur Régional de l'Environnement à Dijon,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement à Mâcon,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt à Mâcon,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à Mâcon,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à Mâcon,
- M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à Mâcon,
- M. le Directeur du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile à Mâcon,
- M. l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines – inspecteur des installations classées, 206, rue Lavoisier – B.P. 2031 – 71020 Mâcon Cedex 9
- le pétitionnaire

Fait à Mâcon, le 4 Avril 2003

Le Préfet